LES OBJECTIFS D'AIDE SERAIENT-ILS EN PASSE DE DEVENIR INACCESSIBLES ?

www.oecd.org/cad/stats

OCDE

LES OBJECTIFS D'AIDE SERAIENT-ILS EN PASSE DE DEVENIR INACCESSIBLES ?

Vue d'ensemble

Les apports d'aide ont continué d'augmenter en 2007 si l'on exclut des chiffres les allégements de dette exceptionnels. Ils n'ont toutefois progressé que de 2 % par rapport à leur niveau de 2006. C'est bien trop peu pour que soient honorés les engagements souscrits par les donneurs pour 2010. Il est en particulier impératif que la plupart des pays du G8 accroissent sans délai le volume de leur aide si les promesses faites au Sommet de Gleneagles en 2005 doivent être tenues.

La crise financière actuelle amplifiera encore les pressions qui pèsent sur les budgets d'aide des donneurs. Afin d'éviter une aggravation supplémentaire de la situation des pays qui ont déjà eu le plus à souffrir de l'envolée des prix des denrées alimentaires et du pétrole, l'OCDE encourage vivement les gouvernements à adhérer à une Déclaration sur la politique d'aide en vertu de laquelle ils s'empêcheraient de revenir sur leurs engagements existants.

Volume total de l'APD en 2007

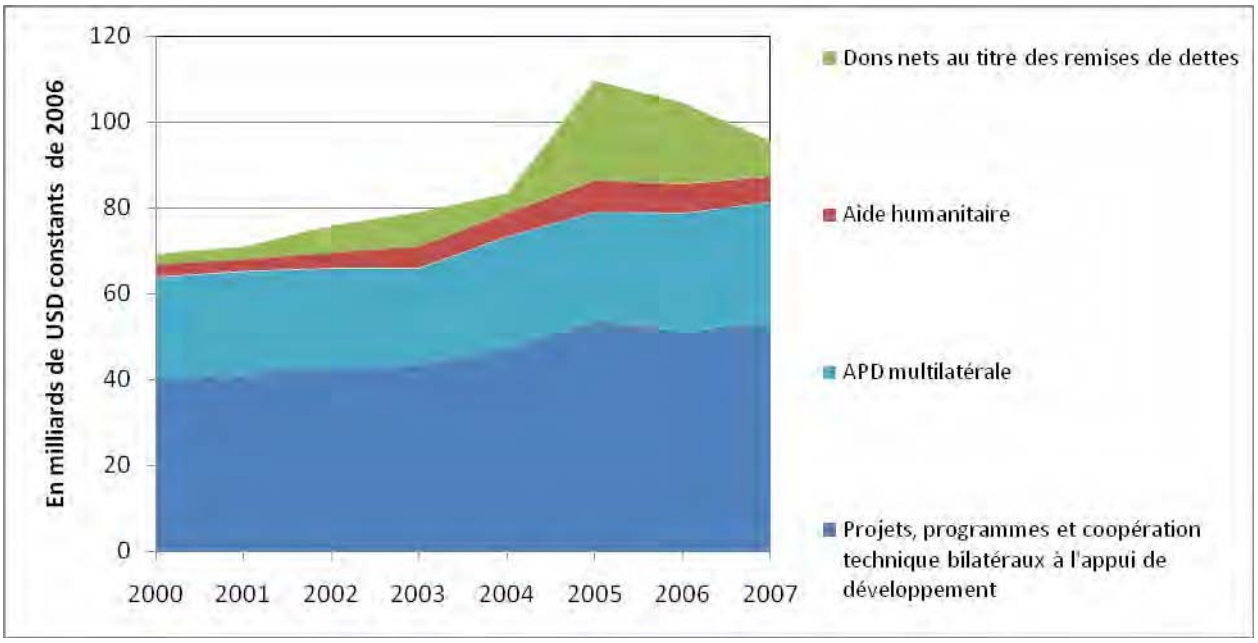
Au vu des données définitives émanant des membres du Comité d'aide au développement (CAD), les apports nets totaux d'aide publique au développement (APD) se sont élevés à 103.5 milliards USD en 2007. Ils seraient ainsi revenus de 0.31 % du revenu national brut cumulé de ces pays en 2006 à 0.28 % en 2007, soit un recul de 8.5 % en termes réels.

Les apports d'APD avaient atteint des niveaux exceptionnellement élevés en 2005 (107.1 milliards USD) et en 2006 (104.4 milliards USD), en raison des remises de dettes substantielles accordées dans le cadre du Club de Paris à l'Irak et au Nigeria. Les allégements de dette ont diminué en 2007, à 9 milliards USD, du fait que les opérations négociées dans le cadre du Club de Paris touchaient à leur terme.

Si l'on fait abstraction des dons au titre de l'allégement de la dette, l'APD nette des membres du CAD a légèrement augmenté, de 2 %. Ce chiffre donne une image plus exacte de l'évolution tendancielle effective des apports d'aide.

Le graphique 1 met en évidence l'incidence qu'ont eue les opérations d'allégement de la dette sur le volume net de l'APD en 2005 et 2006. Il fait aussi apparaître un léger accroissement de l'aide humanitaire en 2005, sous l'effet des mesures spéciales d'assistance prises après le tsunami survenu dans l'Océan Indien et le tremblement de terre qui a secoué le Pakistan. Les sommes consacrées aux projets et programmes bilatéraux de développement on légèrement fléchi en 2006 mais recommencé d'augmenter en 2007, ce qui tendrait à indiquer que les donneurs étoffent progressivement leurs programmes d'aide au sens strict.

Graphique 1. Composition de l'APD nette émanant des membres du CAD



Performance des donneurs

En 2007, les principaux donneurs en volume étaient les États-Unis, suivis de l'Allemagne, de la France, du Royaume-Uni et du Japon. Cinq pays ont dépassé l'objectif de 0.7 % du RNB préconisé par les Nations Unies pour l'APD : le Danemark, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas et la Suède (voir le tableau 1 et le graphique 1 de l'annexe A)**.**

L'APD nette octroyée par les **États-Unis** en 2007 ressort à 21.8 milliards USD, soit une baisse de 9.8 % en termes réels. Le rapport APD/RNB est ainsi revenu à 0.16 %. Ce recul s'explique essentiellement par le niveau élevé des allégements de dette en 2006 et par une réduction des apports d'APD à l'Irak. Si l'on fait abstraction des remises de dettes, on constate une augmentation de l'APD consentie à l'Afrique subsaharienne (+6.5 % en termes réels, avec 4.5 milliards USD) et aux pays les moins avancés (+4 %, à 4.8 milliards USD). L'APD octroyée par les États-Unis à l'Afghanistan s'est accrue (+5 %, pour atteindre 1.5 milliard USD), et les apports en faveur de l'Irak sont restés conséquents même s'ils ont fléchi en valeur réelle (-24 %, pour 3.7 milliards USD).

L'APD nette du **Japon** s'est chiffrée à 7.7 milliards USD, ou 0.17 % du RNB, soit une baisse de 29.8 % en termes réels. Ce recul tient en partie à une diminution des opérations d'allégement de la dette, qui avaient atteint des montants exceptionnellement élevés en 2005 et 2006, ainsi que des contributions aux institutions financières internationales. L'APD japonaise s'inscrit sur une tendance à la baisse depuis 2000, sauf en 2005 et 2006 où elle a augmenté sous l'effet des remises de dettes.

L'APD cumulée des 15 **membres de l'UE** appartenant au CAD – qui représente près de 60 % de l'APD distribuée par l'ensemble des membres du CAD – a reculé de 6.6 % en termes réels, à 61.5 milliards USD, soit 0.39 % du RNB global de ces pays. Là aussi, le fléchissement observé est imputable avant tout à la diminution des dons au titre de l'allégement de la dette. Si l'on fait abstraction de ces derniers, l'APD nette des membres de l'UE appartenant au CAD s'est accrue de 7.7 %.

Une augmentation de l'aide a été constatée dans les dix pays membres à la fois du CAD et de l'UE suivants :

- Allemagne (+6.1 %), par suite d'un accroissement de l'aide bilatérale et des contributions aux organisations internationales ;

- Espagne (+19.7 %), du fait essentiellement d'une augmentation des contributions multilatérales, s'inscrivant dans un processus planifié d'accroissement régulier de l'aide ;

- Irlande (+4.8 %), grâce à quoi le rapport APD/RNB a été porté à 0.55 % en dépit de la forte progression du RNB ;

- Luxembourg (+15.0 %), sous l'effet d'un accroissement général de l'aide ;

- Autriche (+8.3 %), Danemark (+2.9 %), Finlande (+6.4 %), Grèce (+5.3 %), Pays-Bas (+3.2 %) et Portugal (+5.9 %) : ont aussi augmenté leur aide.

L'aide des autres pays de l'UE appartenant au CAD a fléchi en termes réels, du fait pour l'essentiel du moindre volume des opérations d'allégement de la dette : Belgique (-11.2 %), France (-16.4 %), Italie (-2.6 %), Royaume-Uni (-29.6 %) et Suède (-2.5 %). Hors remises de dettes (voir le tableau 1a de l'annexe A), l'aide a augmenté dans ces pays, sauf au Royaume-Uni dont l'APD nette a légèrement diminué du fait de la vente de prises de participation.

Les apports nets d'APD de la **Commission européenne** se sont accrus de 3.1 % pour atteindre 11.8 milliards USD, sous l'effet pour l'essentiel d'une augmentation de l'aide-programme et de l'aide-projet. Les concours humanitaires ont également progressé, et la capacité de versement de la CE a continué de s'améliorer.

S'agissant des **autres pays du CAD**, les évolutions suivantes de l'APD ont été relevées entre 2006 et 2007 :

- Australie (+9.1 %), du fait de l'augmentation de l'APD bilatérale ;
- Canada (+1.2 %) ;
- Norvège (+13.4 %), sous l'effet pour une large part d'une progression des investissements sous forme de prises de participation ;
- Nouvelle-Zélande (+5.1 %) ;
- Suisse (-2.5 %), du fait du volume en recul des remises de dette.

En termes bruts (c'est-à-dire compte non tenu des remboursements de prêts), l'APD s'est établie à 116.3 milliards USD, dont 63 % provenant des États-Unis (22.7 milliards USD), de l'Allemagne (13.7 milliards USD), du Japon (13.6 milliards USD), du Royaume-Uni (11.6 milliards USD) et de la France (11.5 milliards USD) (voir le tableau 2 de l'annexe A). Les remboursements de prêts ont excédé les nouveaux versements de prêts de 1.5 milliards USD.

Parmi les **donneurs non membres du CAD**, celui qui s'est montré le plus généreux est l'Arabie saoudite, avec 2.1 milliards USD (-8.5 %) ; cela dit, on ne connaît pas les chiffres de la Chine et de l'Inde. Les économies non membres du CAD suivantes ont par ailleurs fait état de variations de leurs apports nets d'APD, à savoir :

- Corée (+48.6 %), par suite de l'augmentation des contributions aux organisations internationales ;
- Hongrie (-42.9 %), en raison du volume important des allégements de dette consentis à l'Irak en 2006 ;
- Islande (+0.4 %) ;
- Pologne (+5.2 %) ;
- République slovaque (+0.1 %) ;

- République tchèque (-3.5 %) ;
- Turquie (-29.8 %), sous l'effet d'une diminution du volume des concours humanitaires et des allégements de dette en 2007.

Des informations plus détaillées sur les dépenses des donneurs non membres du CAD sont fournies dans le tableau 3 de l'annexe A.

Apports d'APD par catégorie de bénéficiaires

Le pays dont les recettes nettes d'APD bilatérale ont été les plus importantes en 2007 est l'**Irak**, avec 9 milliards USD, dont 4.8 milliards USD sous forme de remises de dette. Vient ensuite l'**Afghanistan**, avec 3 milliards USD, suivi de la Tanzanie (1.8 milliard USD), et du Cameroun et du Soudan (1.7 milliard USD chacun).

Le ciblage de l'aide sur la pauvreté est de plus en plus sensible. Le volume total de l'APD nette destinée aux **pays les moins avancés** a presque doublé en termes réels au cours des dix dernières années, pour atteindre 32.5 milliards USD en 2007, soit à peu près le tiers des apports globaux (voir le graphique 2 de l'annexe A).

Afrique

En 2007, l'APD nette à l'**Afrique** s'est chiffrée à 38.7 milliards USD, c'est-à-dire 37 % de l'ensemble des concours. Ce chiffre marque un recul de 18 % en termes réels par rapport à 2006, qui s'explique avant tout par le volume exceptionnel des allégements de dette dont avait bénéficié le Nigéria cette année là. Quand on fait abstraction des dons pour les allégements de dette, **l'APD à l'Afrique a progressé de 12 % en valeurs réelles**.

L'APD nette à l'**Afrique subsaharienne** s'est élevée à 34.2 milliards USD, dont 21.5 milliards USD sous la forme d'apports bilatéraux des membres du CAD. En 2007, les dons au titre de l'allégement de la dette sont revenus à des niveaux identiques à ceux observés avant 2005. Si on fait abstraction de cette forme d'aide, les concours à cette région ont augmenté de 11 % en 2007.

Au Sommet de Gleneagles en 2005, il avait été estimé que les engagements souscrits par l'ensemble des donneurs entraîneraient « une augmentation de l'aide publique au développement à destination de l'Afrique d'environ 25 milliards de dollars par an d'ici 2010, ce qui reviendra à doubler l'aide au profit de l'Afrique par rapport à 2004 ».

Le chiffre définitif de l'APD à l'Afrique pour 2004 n'était pas encore connu au moment du Sommet de Gleneagles. Il s'élevait en fait à 29.5 milliards USD. Dans l'esprit des organisations internationales, les estimations fournies à Gleneagles impliquent un accroissement de l'APD de 25 milliards USD aux prix et taux de change de 2004, de sorte que, pour que la promesse soit honorée, il faudrait que l'APD à l'Afrique se monte à au moins 54.5 milliards USD en 2010, aux prix et taux de changes de 2004. Cela suppose que les apports d'aide consentis par les donneurs à l'Afrique progressent de plus de 17 % par an entre 2007 et 2010 (voir le graphique 5 de l'annexe A).

Etats fragiles

Sont baptisés **Etats fragiles** 38 pays[1] qui sont le théâtre d'un conflit ou dont la gestion des affaires publiques est entachée de déficiences depuis un certain temps déjà. Dans ces nations résident le tiers des personnes qui doivent survivre avec moins d'un dollar par jour et la moitié des enfants qui n'atteindront pas leur cinquième anniversaire. C'est aussi dans ces pays que la concrétisation des objectifs du millénaire pour le développement (OMD) soulève le plus de difficultés.

Si l'on fait abstraction des allégements de dette, les versements nets d'APD aux Etats fragile s'inscrivent sur une tendance régulière à la hausse depuis 2000 (voir les graphiques 3 et 4 de l'annexe A). Cela dit, cinq pays seulement – Afghanistan, Cameroun, République démocratique du Congo, Nigeria et Soudan – se sont partagé plus de la moitié du total des apports d'APD à ce groupe ces dernières années (avec un record à 74 % en 2006 sous l'effet principalement des allégements de dette dont a bénéficié le Nigeria). Cette aide prend surtout la forme de remises de dette et de secours humanitaires, de sorte que certains pays s'en trouvent marginalisés, ne recevant qu'un volume limité d'aide programmable.

Les Principes du CAD pour l'engagement international dans les Etats fragiles et les situations précaires insistent sur le fait que l'objectif primordial de l'aide à ces pays doit être le renforcement de l'appareil d'Etat. L'aide en faveur de l'administration publique et de la société civile (qui inclut les concours touchant au maintien de la paix, à la sécurité ainsi qu'à la prévention et au règlement des conflits) s'est accrue de plus 155 % en termes réels entre 2000/01 et 2005/06.

Les actes au regard des engagements

Au Sommet du G8 à Gleneagles et à l'Assemblée du millénaire +5 des Nations unies en 2005, les donneurs se sont engagés à accroître leurs apports d'aide. Ces engagements, tels que projetés par le CAD dans son model de simulation, feraient augmenter l'APD de 50 milliards USD de plus en 2010 par rapport au niveau de 2004 (aux prix et taux de change de 2004). Le graphique 5 de l'annexe A retrace l'évolution des niveaux d'APD depuis 1990 et met en évidence la progression encore nécessaire pour que se matérialisent les volumes projetés pour 2010. Si l'on ne tient pas compte des allégements de dette et des concours humanitaires, qui devraient être revenus à leurs niveaux tendanciels sur longue période en 2010, le taux de croissance des apports requis pour que le niveau projeté soit atteint s'établit à 11 %.

Au Sommet de Gleneagles, en particulier, les divers donneurs ont souscrit des engagements précis. On trouvera dans l'annexe B un récapitulatif des déclarations faites par chacun des membres du CAD à cette occasion et une indication des profils d'évolution qu'imposent aujourd'hui les niveaux promis. Pour plusieurs pays du G8, la concrétisation de ces engagements nécessitera un accroissement très substantiel des dépenses d'aide.

Une récente enquête de l'OCDE[2] sur les plans de dépenses prévisionnels des donneurs fait apparaître que les apports déjà programmés, par pays ou région, d'ici à 2010 excèdent de 17 milliards USD ceux de 2004. A ce chiffre s'ajouteront quelque 4 milliards USD du fait du volume sans précédent des reconstitutions des réserves de l'IDA ainsi des fonds africain et asiatique de développement. Par conséquent, sur les 50 milliards USD promis pour 2010, environ 21 milliards USD se sont déjà matérialisés ou ont été programmés. **Les donneurs doivent donc encore injecter 30 milliards USD aux valeurs de 2004 – soit quelque 34 milliards USD de 2007 – dans leurs budgets d'aide pour que soient honorés les engagements souscrits pour 2010.**

[1] Une liste des Etats fragiles est fournie sous le graphique 4 de l'annexe A.

[2] www.oecd.org/dac/scalingup

Déclaration sur la politique d'aide

Avec la crise financière actuelle, et le ralentissement de l'activité économique qui en résulte dans la plupart des pays donneurs, se manifeste une inquiétude générale que les budgets d'aide subissent des compressions comme cela a été le cas après la récession du début des années 90.

Entre 1992 et 1997, les dépenses d'APD des donneurs membres du CAD sont tombées de 0.33 % à 0.22 % de leur revenu national brut. La baisse a été moins prononcée en volume, de l'ordre de 20 % en termes réels, car la croissance redémarrait à cette époque.

Le Secrétaire général de l'OCDE, Angel Gurría, et le Président du CAD, Eckhard Deutscher, ont fait paraître une déclaration[3] appelant les grands pays donneurs du monde à honorer les engagements qu'ils ont pris à l'égard du développement afin d'empêcher que « la crise financière ne se transforme en une crise de l'aide » qui aurait de grave retombées pour les pays en développement dont la situation est déjà mise à rude épreuve par la crise alimentaire mondiale et l'envolée des prix du pétrole. Ils invitent les membres du CAD à adhérer à une « Déclaration sur la politique d'aide » (s'inspirant de la « Déclaration sur la politique commerciale » adoptée par l'OCDE au milieu des années 70, qui a contribué au maintien d'un système commercial ouvert après le premier choc pétrolier) en vertu de laquelle ils réaffirmeraient « les engagements qu'ils ont pris en matière d'aide » et s'abstiendraient « de toute décision budgétaire qui serait en contradiction avec ces engagements ». La Conférence de suivi sur le financement du développement qui doit se tenir à Doha le 29 novembre devrait apporter des précisions sur les intentions des donneurs concernant l'évolution à venir du volume de leur aide.

L'ensemble des données fournies par les membres du CAD sur leurs apports d'aide en 2007 est accessible gratuitement en ligne à l'adresse :
www.oecd.org/dac/stats/idsonline

[3] Voir http://www.oecd.org/document/2/0,3343,en_2649_201185_41601282_1_1_1_1,00.html

ANNEXE A

Évolution de l'aide en 2007 et au cours des années récentes

Tableau 1. Apports nets d'aide publique au développement des membres du CAD en 2007

	2007 APD millions de USD	2007 APD/RNB %	2006 APD millions de USD	2006 APD/RNB %	2007 APD millions de USD (1) Aux prix et taux de change de 2006	Variation en pourcentage de 2006 à 2007 (1)
Allemagne	**12 291**	**0.37**	10 435	0.36	11 069	6.1
Australie	**2 669**	**0.32**	2 123	0.30	2 317	9.1
Autriche	**1 808**	**0.50**	1 498	0.47	1 622	8.3
Belgique	**1 953**	**0.43**	1 978	0.50	1 756	-11.2
Canada	**4 080**	**0.29**	3 684	0.29	3 729	1.2
Danemark	**2 562**	**0.81**	2 236	0.80	2 301	2.9
Espagne	**5 140**	**0.37**	3 814	0.32	4 566	19.7
États-Unis	**21 787**	**0.16**	23 532	0.18	21 231	-9.8
Finlande	**981**	**0.39**	834	0.40	887	6.4
France	**9 884**	**0.38**	10 601	0.47	8 867	-16.4
Grèce	**501**	**0.16**	424	0.17	446	5.3
Irlande	**1 192**	**0.55**	1 022	0.54	1 070	4.8
Italie	**3 971**	**0.19**	3 641	0.20	3 547	-2.6
Japon	**7 679**	**0.17**	11 136	0.25	7 812	-29.8
Luxembourg	**376**	**0.91**	291	0.90	334	15.0
Norvège	**3 728**	**0.95**	2 954	0.89	3 350	13.4
Nouvelle-Zélande	**320**	**0.27**	259	0.27	272	5.1
Pays-Bas	**6 224**	**0.81**	5 452	0.81	5 629	3.2
Portugal	**471**	**0.22**	396	0.21	420	5.9
Royaume-Uni	**9 849**	**0.36**	12 459	0.51	8 774	-29.6
Suède	**4 339**	**0.93**	3 955	1.02	3 857	-2.5
Suisse	**1 689**	**0.37**	1 646	0.39	1 605	-2.5
TOTAL DU CAD	**103 491**	**0.28**	104 370	0.31	95 462	-8.5
Performance moyenne des pays du CAD		**0.45**		0.46		
Pour mémoire :						
CE	11 774		10 245		10 559	3.1
Pays CAD-UE	61 540	0.39	59 035	0.43	55 147	-6.6
Pays du G7	69 539	0.23	75 487	0.27	65 029	-13.9
Pays non membres du G7	33 952	0.51	28 882	0.51	30 433	5.4
Economies OCDE non-membres du CAD :						
Corée	699	0.07	455	0.05	677	48.6
Hongrie	103	0.08	149	0.13	85	-42.9
Islande	48	0.27	41	0.27	42	0.4
Pologne	363	0.09	297	0.09	312	5.2
République slovaque	67	0.09	55	0.10	55	0.1
République tchèque	179	0.11	161	0.12	155	-3.5
Turquie	602	0.09	714	0.18	502	-29.8

(1) Compte tenu de l'inflation et des fluctuations des taux de change.

Note: Les données sont standardisées pour tous les donneurs sur une base d'année calendaire, et de ce fait peuvent différer des données sur une base d'année fiscale disponibles dans les documents budgétaire des pays.

Source: OCDE, 10 novembre 2008.

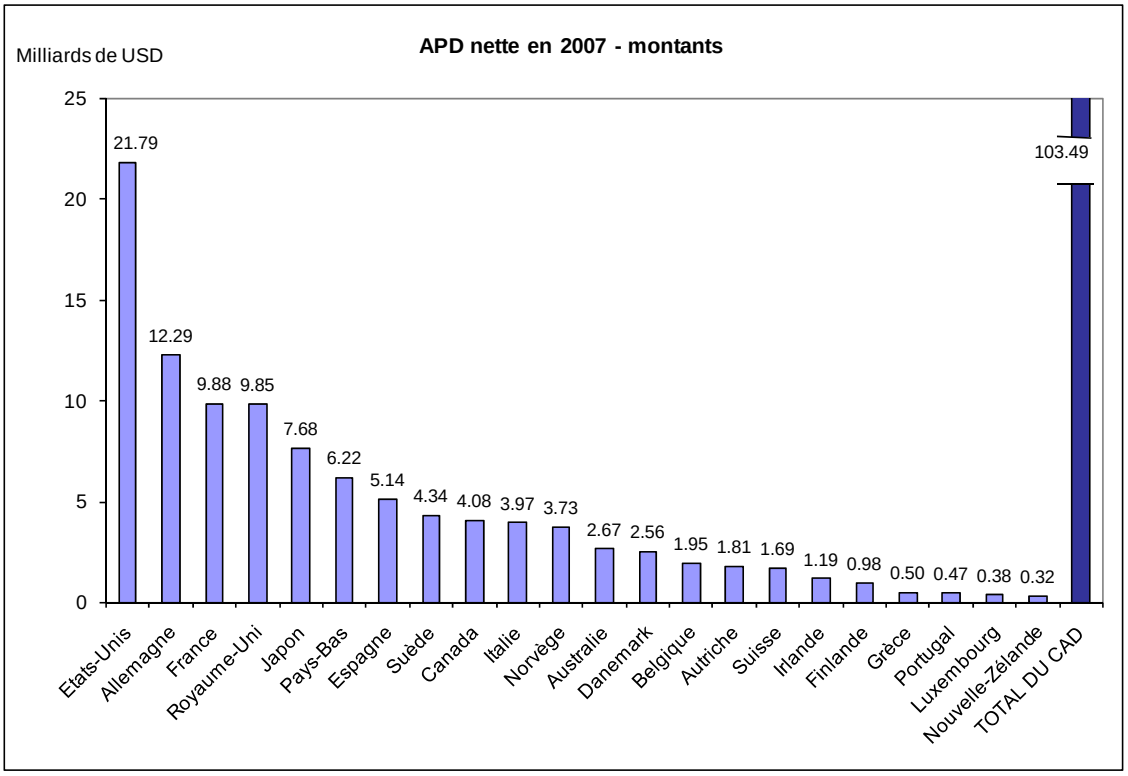
Tableau 1a. Part des dons au titre de l'allégement de la dette dans les apports nets d'aide publique au développement des membres du CAD

	2007		Variation en pourcentage de 2006 à 2007 [a] hors dons d'allégement de dette
	APD millions de USD	dont : dons d'allégement de dette	
Allemagne	12 291	2 867	10.0
Australie	2 669	292	11.8
Autriche	1 808	925	6.9
Belgique	1 953	185	0.5
Canada	4 080	15	8.5
Danemark	2 562	123	3.2
Espagne	5 140	243	31.4
États-Unis	21 787	40	-3.4
Finlande	981	-	6.4
France	9 884	1 485	5.1
Grèce	501	-	5.3
Irlande	1 192	-	4.8
Italie	3 971	570	48.5
Japon	7 679	1 576	-23.7
Luxembourg	376	-	15.0
Norvège	3 728	61	12.4
Nouvelle-Zélande	320	-	5.1
Pays-Bas	6 224	392	2.6
Portugal	471	1	5.9
Royaume-Uni	9 849	70	-2.7
Suède	4 339	74	3.5
Suisse	1 689	64	-0.3
TOTAL DU CAD	**103 491**	**8 983**	**2.0**
Pour mémoire :			
CE	11 774	-	3.1
Pays CAD-UE	61 540	6 934	7.7
Pays du G7	69 539	6 623	-0.8
Pays non membres du G7	33 952	2 360	8.5

a) Compte tenu de l'inflation et des fluctuations des taux de change.

Source: OCDE, 10 novembre 2008.

Graphique 1. Apports nets d'aide publique au développement des membres du CAD en 2007



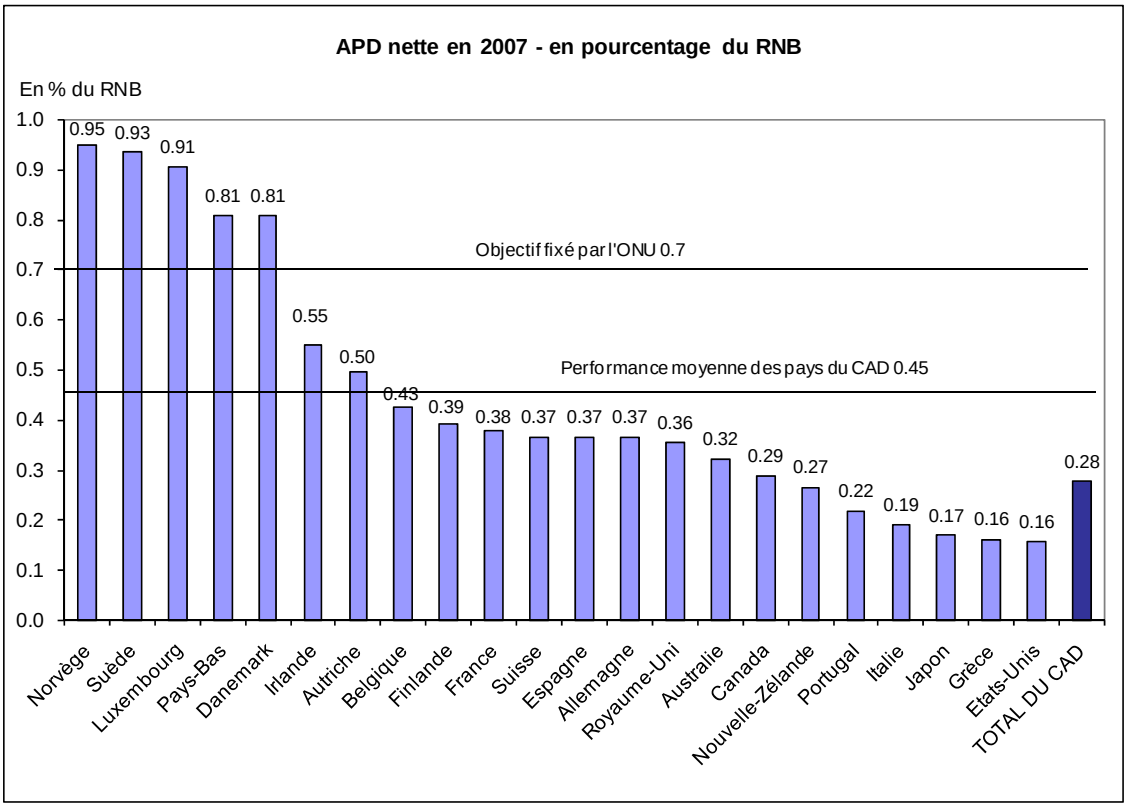


Tableau 2. Apports bruts d'aide publique au développement des membres du CAD en 2007

	2007 APD millions de USD prix courants	2006 APD millions de USD prix courants	2007 APD millions de USD (1)	Variation en pourcentage de 2006 à 2007 (1)
			Aux prix et taux de change de 2006	
Allemagne	**13 687**	**12 049**	12 326	2.3
Australie	**2 669**	**2 123**	2 317	9.1
Autriche	**1 837**	**1 510**	1 648	9.1
Belgique	**2 032**	**2 047**	1 828	-10.7
Canada	**4 119**	**3 730**	3 766	1.0
Danemark	**2 666**	**2 315**	2 394	3.4
Espagne	**5 442**	**4 160**	4 834	16.2
États-Unis	**22 691**	**24 532**	22 111	-9.9
Finlande	**981**	**838**	887	5.9
France	**11 498**	**12 764**	10 315	-19.2
Grèce	**501**	**424**	446	5.3
Irlande	**1 192**	**1 022**	1 070	4.8
Italie	**4 290**	**4 003**	3 832	-4.3
Japon	**13 566**	**17 064**	13 801	-19.1
Luxembourg	**376**	**291**	334	15.0
Norvège	**3 728**	**2 954**	3 350	13.4
Nouvelle-Zélande	**320**	**259**	272	5.1
Pays-Bas	**6 620**	**5 889**	5 986	1.7
Portugal	**477**	**402**	425	5.7
Royaume-Uni	**11 621**	**13 075**	10 354	-20.8
Suède	**4 339**	**3 955**	3 857	-2.5
Suisse	**1 696**	**1 657**	1 611	-2.8
TOTAL DU CAD	**116 346**	**117 061**	107 766	-7.9
Pour mémoire :				
CE	12 225	10 678	10 963	2.7
Pays CAD-UE	67 558	64 743	60 538	-6.5
Pays du G7	81 472	87 216	76 505	-12.3
Pays non membres du G7	34 874	29 845	31 261	4.7

(1) Compte tenu de l'inflation et des fluctuations des taux de change.

Source: OCDE, 10 novembre 2008.

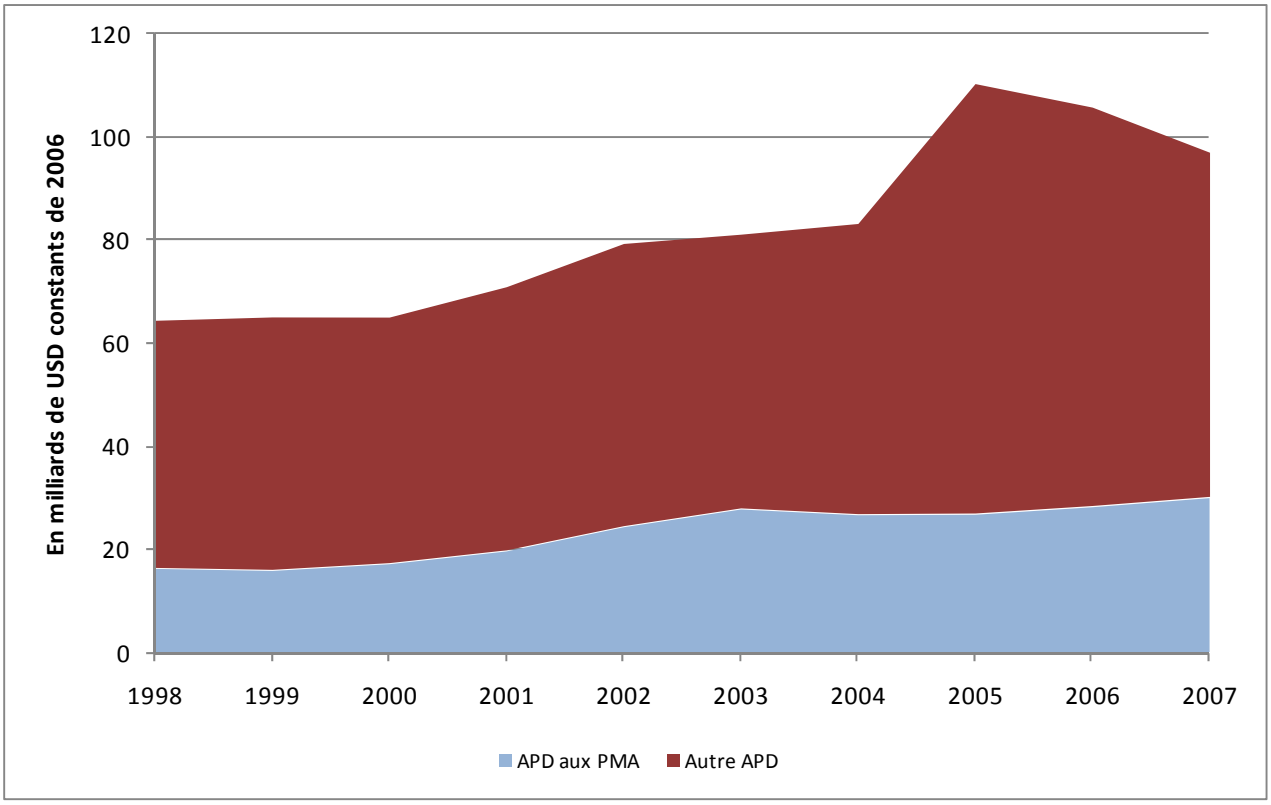
Tableau 3. APD nette totale des donneurs non membres du CAD (millions USD)

	2003	2004	2005	2006	2007	*Pour mémoire:* 2007 APD/RNB (%)
Pays de l'OCDE non membres du CAD						
Corée	366	423	752	455	699	0.07
Hongrie	21	70	100	149	103	0.08
Islande	18	21	27	41	48	0.27
Pologne	27	118	205	297	363	0.09
République slovaque	15	28	56	55	67	0.09
République tchèque	91	108	135	161	179	0.11
Turquie	67	339	601	714	602	0.09
Pays arabes						
Arabie saoudite	2 391	1 734	1 005	2 095	2 079	..
Emirats Arabes Unis	188	181	141	249	429	..
Koweït	138	161	218	158	110	..
Autres donneurs						
Israël [a]	112	84	95	90	111	0.07
Taipei chinois	..	421	483	513	514	0.13
Autres donneurs	4	22	86	195	255	..
TOTAL	**3 436**	**3 712**	**3 905**	**5 172**	**5 560**	**..**

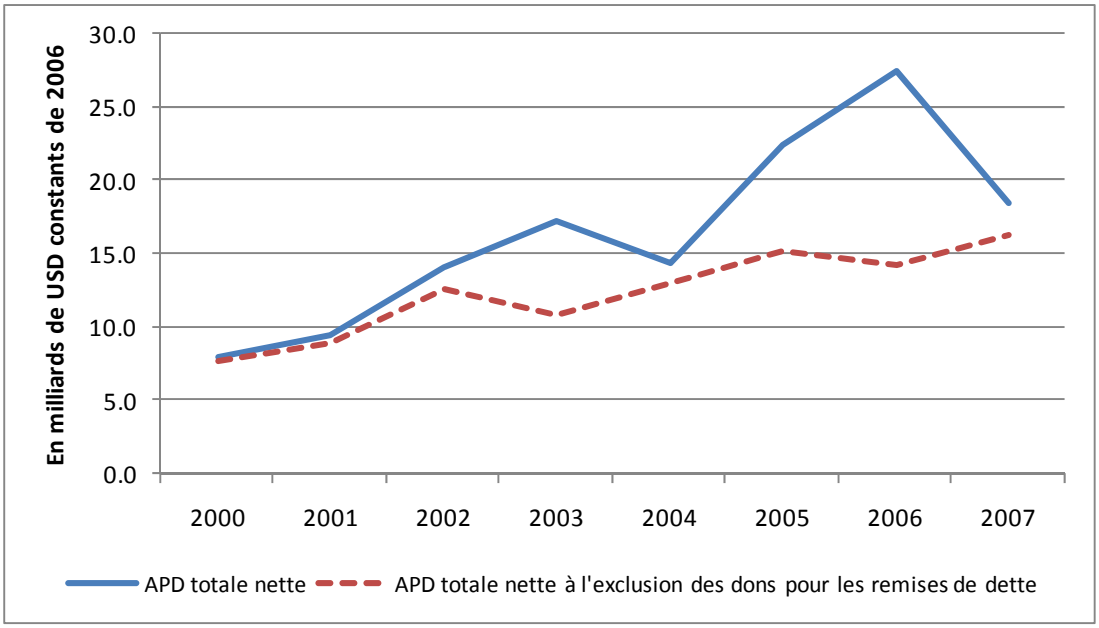
a) Ces données incluent 68.8 millions de USD en 2003, 47.9 millions de USD en 2004, 49.2 millions de USD en 2005, 45.5 millions de USD en 2006 et 42.9 millions de USD en 2007 qui correspondent aux dépenses affectées pendant la première année aux personnes provenant des pays en développement (dont la plupart de régions en guerre civile ou en grave crise), ou qui ont dû quitter leur pays pour des raisons humanitaires ou politiques.

Note: Ce tableau ne prend pas en compte l'aide en provenance de plusieurs pays donneurs non membres de l'OCDE car des informations sur leur aide n'ont pas été communiquées.

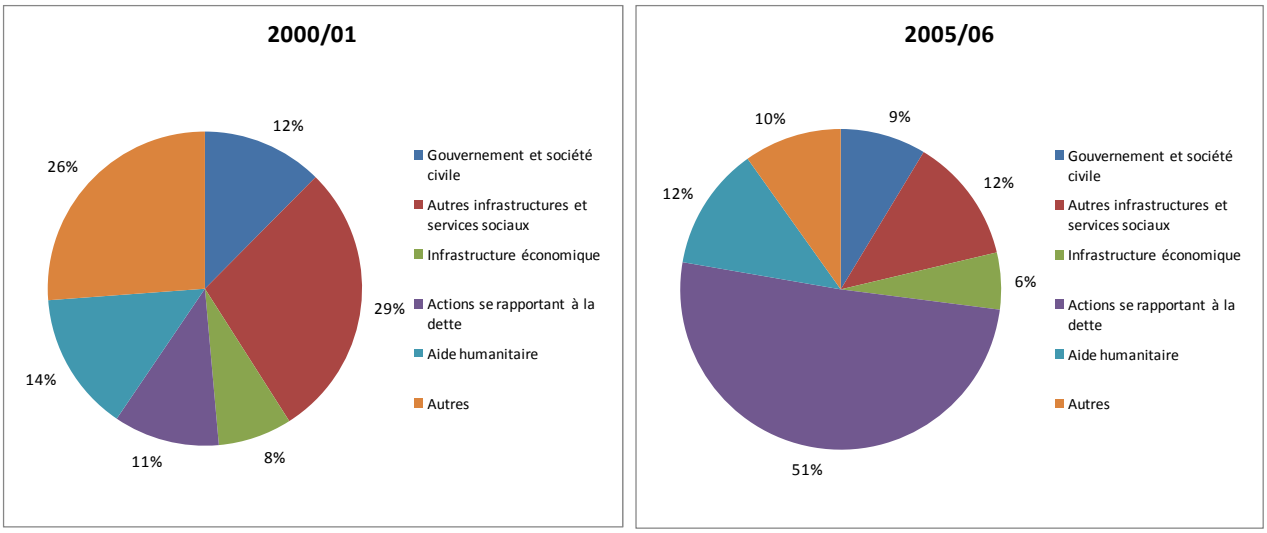
Graphique 2. Part des pays les moins avancés dans les recettes nettes totales d'APD toutes provenances confondues



Graphique 3. Versements nets d'APD, tous donneurs confondus, aux Etats fragiles
Milliards USD constants de 2006



Graphique 4. Engagements d'APD bilatérale en faveur des Etats fragiles, par secteur



Les 38 Etats fragiles sont : Afghanistan, Angola, Burundi, Cambodge, Cameroun, Centrafricaine, Rép., Comores, Congo, Rép., Congo, Rép. dém., Côte d'Ivoire, Djibouti, Erythrée, Gambie, Guinée, Guinée-Bissau, Haïti, Kiribati, Laos, Liberia, Mauritanie, Myanmar, Niger, Nigeria, Ouzbékistan, Papouasie-Nlle-Guinée, Salomon, Îles, Sao Tomé et Principé, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Tadjikistan, Tchad, Timor-Leste, Togo, Tonga, Vanuatu, Yémen, Zimbabwe.

Tableau 4. Simulations du Secrétariat du CAD/OCDE concernant le volume net de l'APD des membres du CAD en 2007 et 2010

En millions USD constants de 2007

Les données ci-dessous ne sont pas des prévisions, mais des projections du Secrétariat basées sur les déclarations publiques faites par les pays membres du Comité d'Aide au Développement de l'OCDE (CAD). Les chiffres-clés de ces déclarations sont montrés dans la colonne "Hypothèses". Des projections du RNB sont nécessaires pour calculer l'APD nette et les ratios APD/RNB pour 2010. Pour 2008 et 2009, les projections de croissance réelle pour chaque pays sont tirées des Perspectives économiques de l'OCDE No. 83 (juin 2008), Annexe Tableau 1. Pour 2010, une croissance réelle annuelle de 2% du RNB est supposée pour tous les pays. Les calculs ont été discutés au niveau technique avec les autorités nationales, mais **le Secrétariat du CAD est responsable de la méthodologie et des résultats finals publiés**.

12 novembre 2008

	2007		Hypothèses	2010			
						Variation en termes réels de l'APD par rapport à 2007	
Pays	**APD nette (2007 USD)**	**APD/RNB**		**APD nette (2007 USD)**	**APD/RNB**	**(2007 USD)**	**%**
Allemagne	12 291	0.37%	0.51% en 2010	17 948	0.51%	5 657	46%
Autriche	1 808	0.50%	0.51% en 2010	1 965	0.51%	156	9%
Belgique	1 953	0.43%	0.7% en 2010	3 383	0.70%	1 430	73%
Danemark [1]	2 562	0.81%	Minimum 0.8%	2 636	0.80%	73	3%
Espagne [3]	5 140	0.37%	0.5% en 2008, 0.56% en 2010 et 0.7% en 2012	8 212	0.56%	3 072	60%
Finlande	981	0.39%	0.51% en 2010	1 363	0.51%	381	39%
France	9 884	0.38%	0.51% en 2010 et 0.7% en 2015	13 989	0.51%	4 105	42%
Grèce [2]	501	0.16%	0.35% en 2010	1 178	0.35%	678	135%
Irlande	1 192	0.55%	0.6% en 2010 et 0.7% en 2012	1 388	0.60%	195	16%
Italie	3 971	0.19%	0.51% en 2010	11 030	0.51%	7 059	178%
Luxembourg	376	0.91%	0.93% en 2010 et 1% dans les années à venir	421	0.93%	45	12%
Pays-Bas	6 224	0.81%	Minimum 0.8%	6 550	0.80%	325	5%
Portugal	471	0.22%	0.51% en 2010	1 153	0.51%	682	145%
Royaume-Uni [4]	9 849	0.36%	0.56% en 2010-11 et 0.7% en 2013	16 345	0.56%	6 497	66%
Suède	4 339	0.93%	1%	4 936	1.00%	597	14%
Membres CAD de l'UE, Total	**61 540**	**0.39%**		**92 495**	**0.56%**	**30 955**	**50%**
Australie [5]	2 669	0.32%	Voir la note 5	3 224	0.36%	556	21%
Canada [6]	4 080	0.29%	Voir la note 6	4 473	0.30%	394	10%
Etats-Unis [10]	21 787	0.16%	Voir la note 10	26 998	0.19%	5 211	24%
Japon [7]	7 679	0.17%	Voir la note 7	9 015	0.19%	1 336	17%
Norvège	3 728	0.95%	1% sur la période 2006-09	4 178	1.00%	450	12%
Nouvelle-Zélande [8]	320	0.27%	Voir la note 8	418	0.33%	98	31%
Suisse [9]	1 689	0.37%	Voir la note 9	1 940	0.40%	251	15%
Membres du CAD, Total	**103 491**	**0.28%**		**142 742**	**0.36%**	**39 250**	**38%**

[1] Dans les années à venir le gouvernement danois va tenter d'augmenter l'APD en pourcentage du RNB au dessus de son niveau actuel de 0.8%.

[2] L'objectif de 0.51% pour l'UE est reporté à 2012 suite à des contraintes budgétaires. La Grèce estime atteindre un ratio APD/RNB de 0.35% en 2010.

[3] L'Espagne a pour objectif d'atteindre au minimum 0.5% d'ici 2008, puis 0.7% d'ici 2012. L'Espagne estime atteindre un ratio APD/RNB de 0.56% en 2010.

[4] Le Royaume-Uni a annoncé 0.56% en 2010-11 et 0.7% d'ici 2013.

[5] L'Australie prévoit une augmentation continue de l'APD. L'Australie a annoncé son intention d'atteindre un ratio APD/RNB de 0.5% d'ici 2015-16, et en mai 2008, le gouvernement australien a annoncé des objectifs intermédiaires de 0.35% en 2009-10, 0.37% en 2010-11 et 0.38% en 2011-12. Le chiffre de ce tableau prend en compte l'hypothèse d'une inflation annuelle moyenne de 2.5%.

[6] Le Canada a l'intention de doubler le niveau 2001 de son Enveloppe de l'aide internationale (EAI) d'ici 2010 en termes nominaux. Les autorités canadiennes ont estimé que l'APD (composée en grande partie de l'EAI) sera de 5.1 milliards de dollars canadiens en 2010. Le chiffre d'APD montré dans ce tableau a été corrigé pour une inflation annuelle de 2% et converti en USD au taux de change de 2007.

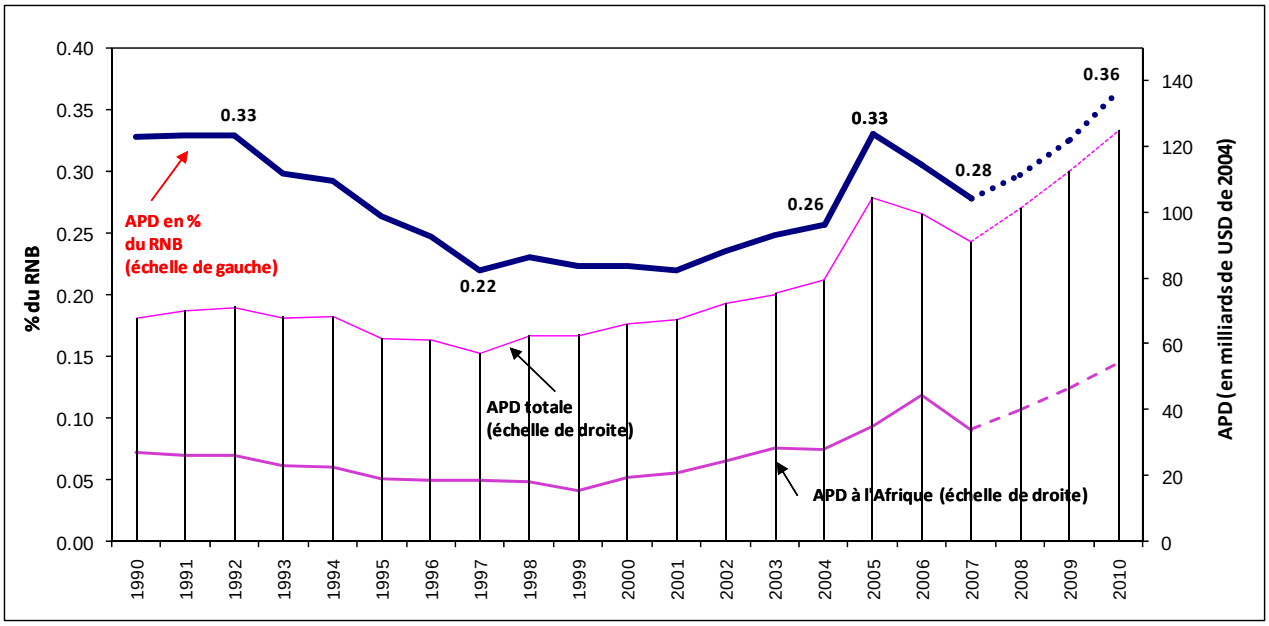
[7] Au cours des cinq années 2005 - 2009, le Japon a l'intention d'augmenter son volume d'APD de 10 milliards de USD au total par rapport à son volume d'APD nette en 2004. La projection du Secrétariat suppose que l'APD aura augmenté de 1.17 milliards de USD en 2010 par rapport à 2004, sans ajustement pour l'inflation.

[8] La Nouvelle-Zélande a annoncé des engagements de 0.30% en 2007-08 et 2008-2009, 0.32% en 2009-2010 et 0.35% en 2010-2011 (années fiscales). Ceci se traduit en années calendaires par un engagement de 0.33% en 2010.

[9] Selon les projections financières actuelles, l'objectif de 0.4% sera atteint par la Suisse d'ici 2010. Un nouvel objectif sera défini par le parlement en décembre 2008.

[10] Les Etats-Unis ne publient et n'approuvent pas de projections sur l'APD. Le chiffre montré dans ce tableau est purement une estimation du Secrétariat fondée sur l'APD 2004 plus 5 milliards de USD en valeur nominale par an au titre des engagements pris au sommet du G8 de Gleneagles sur l'augmentation de l'aide à l'Afrique subsaharienne, ainsi qu'au titre du *Millennium Challenge Account* , et des initiatives sur le SIDA, le paludisme et l'aide humanitaire.

Graphique 5. Evolution de l'APD nette des membres du CAD entre 1990 et 2007 et simulations du Secrétariat pour la période 2008 à 2010

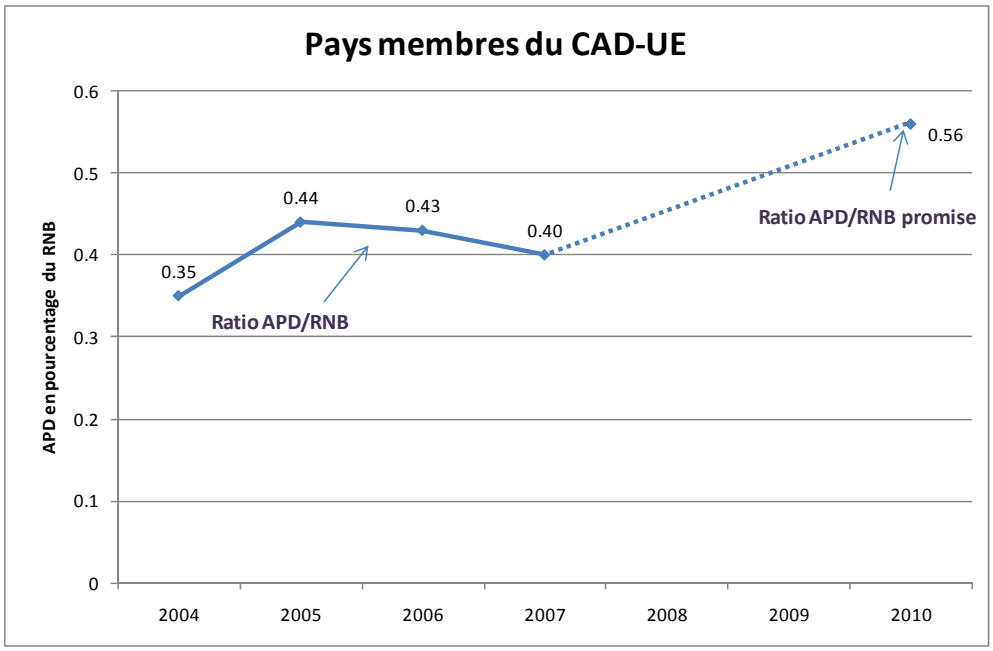


ANNEXE B

Avancement de la mise en œuvre par les donneurs membres du G8 des engagements pris à Gleneagles[4]

Etats membres de l'UE

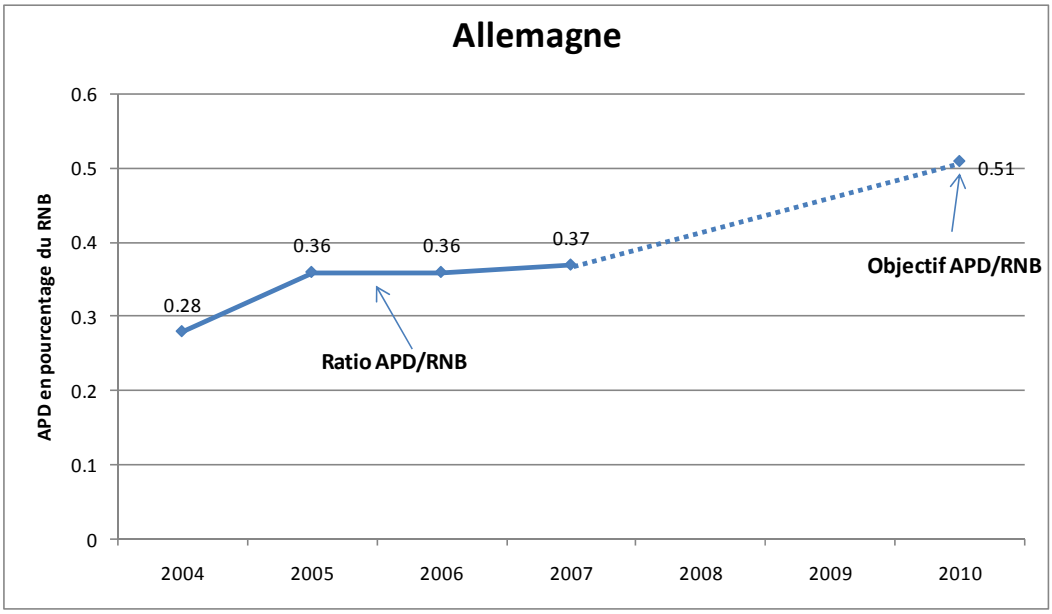
Engagement Gleneagles : « L'Union européenne s'est engagée à atteindre 0.7 % d'APD/RNB d'ici 2015, avec un nouvel objectif intermédiaire collectif de 0.56 % d'APD/RNB d'ici 2010 L'UE doublera quasiment son APD entre 2004 et 2010, la faisant passer de 34.5 milliards d'euros à 67 milliards d'euros. »



[4] Les citations renvoyant aux engagements de Gleneagles fournies dans la présente annexe sont tirées de l'annexe II du Communiqué sur l'Afrique adopté par le G8 à Gleneagles.

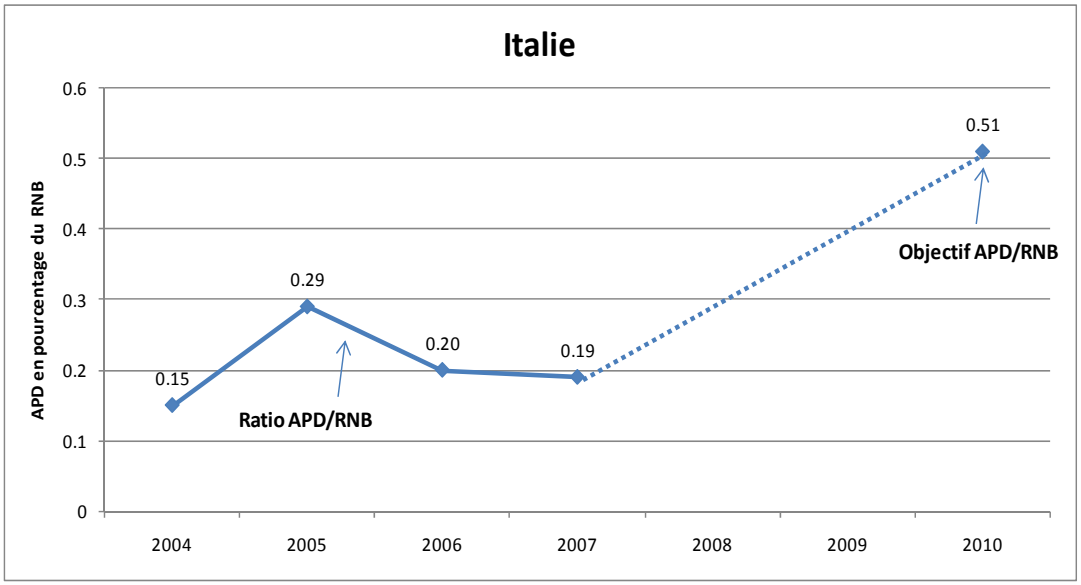
Allemagne

Engagement Gleneagles : « L'Allemagne (à l'aide d'instruments innovants) s'est engagée à atteindre 0.51 % d'APD/RNB en 2010 et 0.7 % en 2015. »



Italie

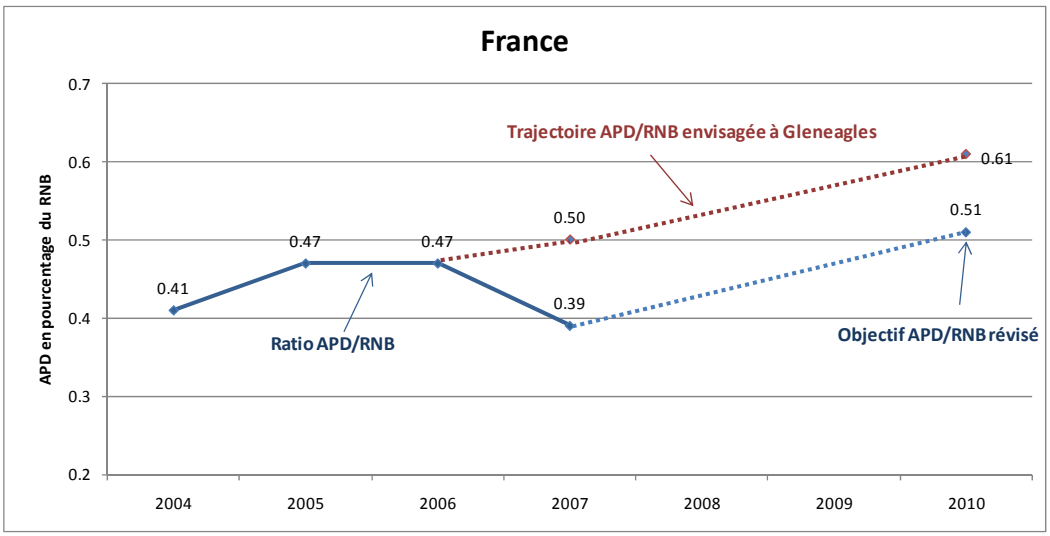
Engagement Gleneagles : « L'Italie s'est engagée à atteindre 0.51 % d'APD/RNB en 2010 et 0.7 % en 2015. »



France

Engagement Gleneagles : « La France a annoncé un calendrier pour atteindre 0.5 % d'APD/RNB en 2007, dont les deux tiers pour l'Afrique - ce qui représente au minimum un doublement de l'APD depuis 2000 - puis à 0.7 % d'APD/RNB en 2012. »

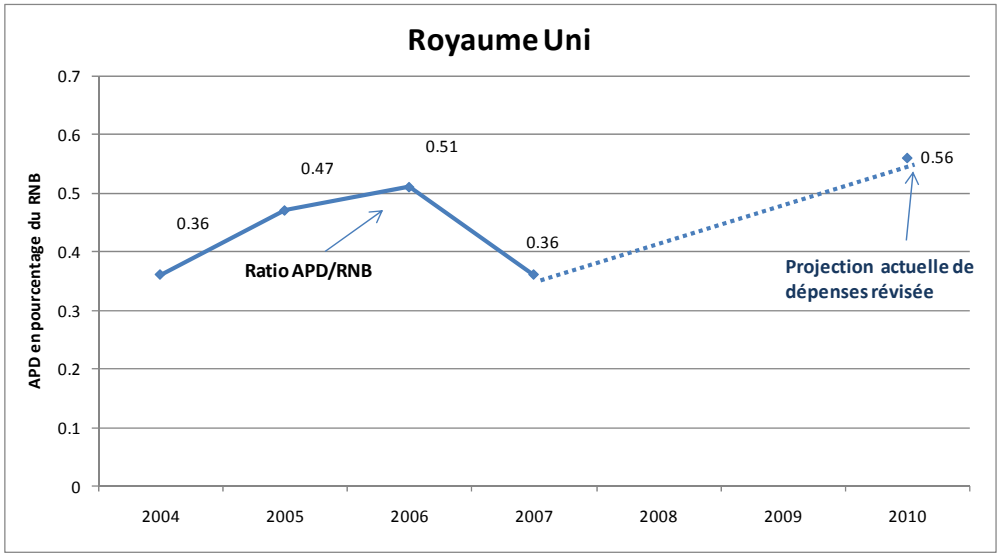
La France a abandonné cet objectif en 2007, et se fixe maintenant l'objectif de l'UE d'atteindre un ratio APD/RNB de 0.51% en 2010.



Royaume-Uni

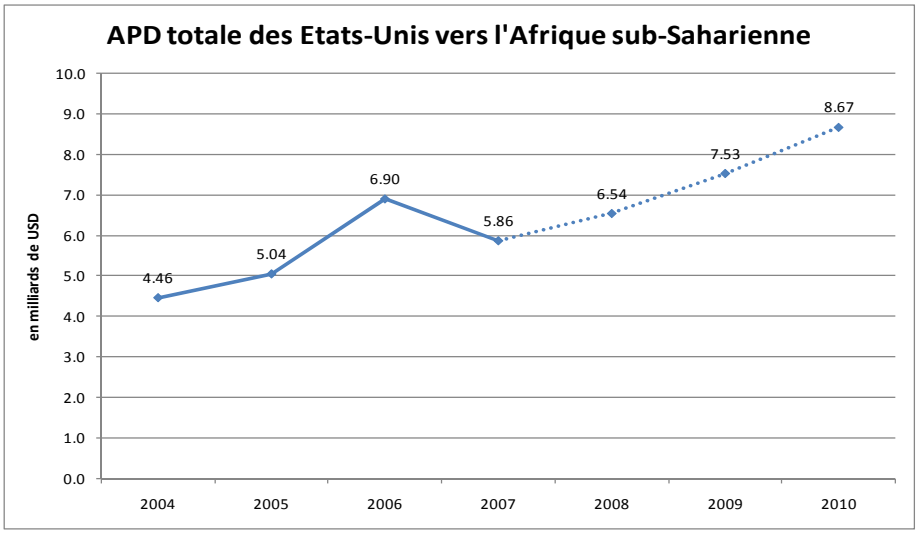
Engagement Gleneagles : « Le Royaume-Uni a annoncé un calendrier pour atteindre 0.7 % d'APD/RNB d'ici 2013 et doublera son aide bilatérale à l'Afrique entre 2003-2004 et 2007-2008. »

Le Royaume-Uni a par la suite annoncé un objectif intérimaire, à 0.56 %, pour 2010.



Etats-Unis

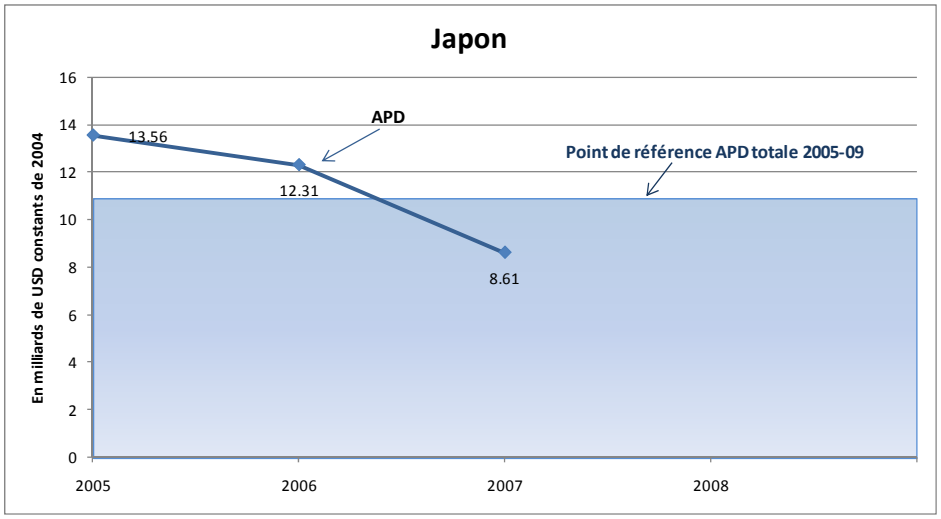
Engagement Gleneagles : « Les Etats-Unis se proposent de doubler leur aide à l'Afrique subsaharienne entre 2004 et 2010. »



Note: Le pic en 2006 est dû à l'allégement de dette exceptionnel pour le Nigéria.

Japon

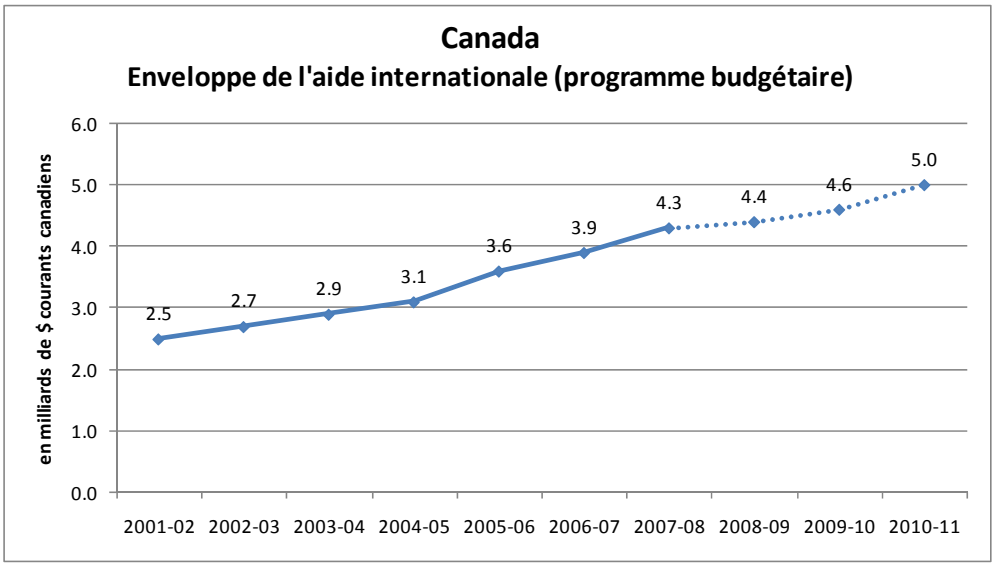
Engagement Gleneagles : « Le Japon compte accroître le volume de son APD de 10 milliards de dollars au total ces cinq prochaines années. »



Canada

Engagement Gleneagles : « L'aide internationale du Canada sera multipliée par deux de 2001 à 2010, l'aide en faveur de l'Afrique doublant de 2003-2004 à 2008-2009. »

Dans son budget fédéral de 2008, le Canada a récemment confirmé le doublement, en termes nominaux, de son Enveloppe d'aide internationale, qui est le principal véhicule pour acheminer son aide.



Pour plus d'informations : dac.contact@oecd.org

LE COMITÉ D'AIDE AU DÉVELOPPEMENT DE L'OCDE

...lieu de rencontre entre les gouvernements au service du bon fonctionnement de l'aide